

Le PIB : le pire indicateur de conjoncture (2)

Posté le : 4 juin 2016 11:34 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Histoire économique récente

Un des aspects fascinants de l'information, comme elle est pratiquée en France, est l'utilisation d'indicateurs imprécis et impossibles à interpréter convenablement. Lorsque les commentateurs se fient aux chiffres après la virgule, on quitte définitivement le domaine du bon sens pour celui du n'importe quoi.

Le PIB est l'exemple même de l'agrégat dangereux et qui doit être manipulé avec la plus extrême prudence. Quiconque a une petite expérience de l'exploitation des statistiques dans le temps sait que cet indicateur est un conglomérat de sous-ensembles dont les composants restent longtemps estimés. Avant que toutes les estimations se transforment en constats, il faut au moins deux ans. La variation d'estimation des composants peut aller jusqu'à 0,5 points parfois plus. Ce qui veut dire qu'une hausse de 0.1 % peut se transformer en baisse de 0.2 %, ou qu'une hausse de 1 % peut passer à 1.5 %.

Si l'Insee était sympathique, il produirait un comparatif mois par mois des estimations et des rectifications. Cela tuerait dans l'œuf toute tentative de tenir des propos définitifs sur des chiffres incertains qui n'indiquent même pas des tendances (on peut avoir des inversions ou des accélérations), sinon avec un sage retard de deux ans. Cela ouvre aussi la porte à des manipulations. L'INSEE étant peuplé de fonctionnaires "de gauche", en fait socialistes voire communistes, avec des pressions syndicales sur l'information (on se rappelle de l'affaire des trente cinq heures où les syndicats ont exigé le licenciement d'un analyste qui ne couvrait pas de louange la mesure), la sagesse est de ne lire les chiffres du PIB qu'avec deux ans de décalage et ne pas compter sur eux pour comprendre la conjoncture.

Autre considération : la conjoncture au sens strict **ne concerne que le secteur marchand**, puisque la dépense publique est budgétée chaque année et engagée pour des décennies. L'indicateur de conjoncture le plus avancé est le montant des commandes. ou mieux, comme nous l'avons déjà démontré sur ce site, le solde des clients en hausse de commande et des clients en baisse.

Cet indicateur est d'une fiabilité absolue. Il ne dépend pas du nombre de jours ouvrés par mois, qui posent de nombreuses difficultés de comparabilité dans le temps et qu'on corrige plus ou moins bien, ni de simples impressions. Un écart de deux à trois jours luvrés sur 20 jours, représente une variation importante, parfois de plus de 10 %. On se rend compte que les virgules dans ce cas-là n'ont pas grand sens.

Il faut bien se rendre compte qu'un indicateur basé sur un différentiel de commande est extrêmement sensible, c'est-à-dire que ses évolutions sont très fortes, donc visibles comme le nez au milieu de la figure. On peut passer d'un écart de clients en hausse par rapport aux clients en baisse de -20 à +10. Lorsqu'une inversion a lieu, on la voit bien et on la voit vite. Lorsqu'il y a accélération de la croissance on le voit aussi très bien. Dans le secteur de la mécanique on est passé début 97 d'un ratio de 40-60 à 60-40 en deux mois, marquant un surprenant retournement qui annonçait les très bons chiffres mondiaux des trois dernières années du siècle, en dépit de la crise dite faussement des "pays émergents" (il s'agissait d'une hausse malade du dollar et des bourses américaines dans le système malade des changes flottants qui a asséché brutalement les marchés spéculatifs hors des Etats-Unis).

La conjoncture étant désormais, dans le secteur privé, entièrement internationalisée, la corrélation de l'indicateur avec ceux de l'étranger donnerait des résultats hyperfiables, rapides et faciles à

interpréter. Mais il n'est pas tenu par l'Insee qui se contente de l'opinion des chefs d'entreprise, beaucoup moins fiable et qui ne tient pas bien compte des variations saisonnières. Eurostat est totalement défaillant.

L'interprétation des chiffres doit également se faire en comparant avec la phase du cycle.

Nous sommes dans l'accélération traditionnelle de fin de cycle décennal, avec une perspective de coup de frein d'ici 2018, net mais moins brutal qu'en 2008. Il est donc bon de faire des comparaisons avec les croissances de même nature. Les chiffres actuels, un peu partout dans le monde développés, sont généralement inférieurs à 2,5 % n'ont rien à voir avec les hausses de 3.5 à 7 % des cycles précédents.

Nous sommes dans une reprise extrêmement lente, par rapport aux tendances habituelles à ce stade du cycle, plus lente et plus tardive en France qu'ailleurs.

En s'exaltant sur une variation d'estimation de 0.1 %, la presse fait ce qu'elle peut pour donner du sens à une information qui pour le moment n'en a pas vraiment. Rappelons qu'il suffit d'augmenter de 5 % les fonctionnaires dont la "production" est comptabilisée dans le PIB pour faire varier l'indice de plusieurs fractions de point !

La croissance, c'est facile : il suffit d'engager en masse des fonctionnaires. Le PIB monte. En même temps que la dette. Au final le retour aux réalités est terrible. Le chiffre du PIB doit toujours être corrigé de la variation de la dette globale.

Rappelons que les dépenses publiques continuent à croître en France, comme la dette. Le caractère effectif de la hausse de quelques fractions de points du PIB est donc impossible à analyser comme une amélioration franche, durable et saine de notre production.

Le coup de frein qui s'annonce et les redressements de comptes qui seront obligatoires après la gabegie électoraliste en cours, risquent de gommer ces hausses dès 2018. La décennie 2 010 sera pour la France une décennie de baisse globale du pouvoir d'achat, de destruction globale d'emploi et de stagnation économique. Peut-être allons-nous battre les années trente !

Nous entrons dans la parenthèse enchantée des périodes électorales où tout va mieux et va aller encore mieux. Nous le faisons les deux pieds dans les poubelles non ramassées, les grèves à répétition dans les secteurs protégés, le désordre général et les attentats.